

187 km. 853/3

(1961)

Annuité de Renouvellement
du matériel roulant en 1962

Ministère des Travaux Publics
et des Transports

Paris, le 21 décembre 1961

Direction des Transports Terrestres

Service des Chemins de fer

LE MINISTRE

F.2.

Référence : A.G. 131-1

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer Français

OBJET : Fixation du taux de l'annuité de renouvellement
de la S.N.C.F. pour les exercices 1961, 1962
et 1963.

REFERENCE : Votre lettre D 6 112/15 du 5 décembre 1960.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de l'arrêté
du 15 décembre 1961 pris conjointement avec M. le Ministre des
Finances et des Affaires Economiques pour fixer le taux de
l'annuité de renouvellement du matériel roulant, du mobilier
et de l'outillage de votre Société pour les années 1961, 1962 et
1963.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur des Transports
Terrestres,

Pierre CALLET.

A R R E T E

Le Ministre des Finances et des Affaires Economiques et
le Ministre des Travaux Publics et des Transports,

Vu l'article 23 de la Convention du 31 août 1937 relative
à la constitution de la Société Nationale des Chemins de fer
Français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé
par décret du 31 juillet 1949, par l'avenant du 10 juillet 1952
approuvé par décret du 11 juillet 1952 par l'avenant du 25 octo-
bre 1956 approuvé par décret du 6 novembre 1956 et par l'avenant
du 5 juin 1959 approuvé par décret du 15 juin 1959,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins
de fer Français en date du 5 décembre 1960,

A R R E T E N T :

Article unique - Le taux de l'annuité de renouvellement du
matériel roulant, du mobilier et de l'outillage prévu à l'arti-
cle 23 de la Convention du 31 août 1937 modifiée, est fixé aux
pourcentages suivants des recettes du trafic visées au para-
graphe A,a de l'article 21 de la dite Convention :

Année 1961	8 %
Année 1962	8 %
Année 1963	8 %

Fait à Paris, le 15 décembre 1961

Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur du Cabinet,
signé : A. de LATTRE.

Le Directeur du Cabinet
signé : R. VERGNAUD

Annuité de renouvellement
PC

15 NOV. 1961

D6102/15

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre F-1 n° 144-4 en date du 14 octobre dernier, vous avez bien voulu me faire connaître que, d'après les indications fournies par le Ministère des Finances et des Affaires Economiques, il convient de faire état, pour l'établissement du budget d'Exploitation de l'exercice 1962, d'un taux d'annuité de renouvellement du matériel roulant limité à 8 % des recettes du trafic.

J'ai l'honneur de vous informer que les documents budgétaires ont été préparés en tenant compte de cette indication.

Je crois cependant nécessaire de vous préciser que ce mode de présentation des budgets de l'an prochain résultera seulement de la prise en considération d'une situation de fait, mais que le problème de fond demeure réservé, comme d'ailleurs le souligne votre lettre ci-dessus rappelée, jusqu'à la signature de l'arrêté interministériel qui doit fixer le taux à appliquer au cours des trois exercices 1961, 1962 et 1963; il n'implique nullement que la S.N.C.F. renonce à la prétention, qu'elle continue d'estimer légitime, de voir fixer l'annuité à la valeur normale prévue par la Convention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé Lejolat

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,
Direction des Transports terrestres,
244, Boulevard St-Germain, PARIS.

PC

12 OCT. 1961

D 6112

15

Monsieur l'Inspecteur Général des Finances,
Chef de la Mission de Contrôle Financier.

Par votre lettre D 5293 du 3 octobre courant, vous avez bien voulu me faire connaître que, d'après les renseignements en votre possession, le taux de l'annuité de renouvellement du matériel roulant ne sera pas porté en 1962 à 9 % des recettes du trafic, comme l'avait demandé la S. N. C. F., mais demeurera fixé à 8 %.

Il vous apparaît souhaitable, dans ces conditions, que les documents budgétaires de l'exercice 1962 tiennent compte de cette probabilité.

Tout en vous donnant mon accord sur ce point, je crois cependant nécessaire de vous préciser que ce mode de présentation des budgets de l'an prochain résultera seulement de la prise en considération d'une situation de fait mais qu'il n'impliquera nullement, comme vous l'observez d'ailleurs vous-même, que la S. N. C. F. renonce à la prétention, qu'elle continue d'estimer légitime, de voir fixer l'annuité à sa valeur normale prévue par la Convention du 31 août 1937.

Signé A. Ségalat

D. 6112/15

4 OCT 1961

Ministère des Finances

Paris, le 3 OCTO 1961 4

MISSION DE CONTRÔLE FINANCIER
DES TRANSPORTS

90, Rue Saint-Lazare (9^e)

Tel : TRINITE 73-00
LABORDE 96-00

CONTROLE FINANCIER
DE LA
S.N.C.F.

D 5293

OBJET de RÉPONSE
à la signature de
Monsieur le Président

BUDGET

PROJET DE RÉPONSE À LA SIGNATURE DE M. LE
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Inspecteur Général des Finances
Chef de la Mission de Contrôle financier

à Monsieur le Président
du Conseil d'Administration de la SNCF

u) Zefort

M. le Directeur Général M. ANTONINI

M. MICHAUD
M. BERNARD

M. D. V.
M. B.

Secrétariat
du Conseil
d'Adminis-
tration

D'après les renseignements en ma possession, je pense pouvoir affirmer que le taux de l'annuité de renouvellement ne pourra être porté pour 1962 comme vous l'avez demandé au niveau de 9 % et que ce taux restera, pour cet exercice, fixé à 8 %.

Dans ces conditions, il me paraît souhaitable que les documents budgétaires pour l'exercice 1962, actuellement en cours d'élaboration, soient établis en faisant état du taux de 8 %.

Il est bien entendu que ce mode de présentation du budget 1962 de la SNCF ne signifierait aucunement que vous renoncez à voir relever le taux de l'annuité de renouvellement au niveau que vous estimez convenable, mais marquerait seulement que, prenant acte de la situation de fait, vous présentez votre budget conformément aux conditions dans lesquelles il sera effectivement appelé à s'exécuter.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous partagez cette manière de voir.

(S) Ramu

00970 1	B 00970 2
Rép 27/10/61	Rép 27/10/61
En timbre avec joint à la réponse	
Le timbre doit rester adhérent à la pièce	D 6112/15

MINISTERE DES FINANCES

PARIS, le 3 OCTOBRE 1961

MISSION DE CONTROLE FINANCIER
DES TRANSPORTS

CONTROLE FINANCIER DE LA SNCF

D. 5293

PROJET DE REPONSE à la signature
de Monsieur le Président.L'Inspecteur Général des Finances
Chef de la Mission de Contrôle financierà Monsieur le Président
du Conseil d'Administration de la SNCF

BUDGET

M. le Directeur Général,
ANTONINI
GUIBERT
BERNARD
M - T - V -
O - P.
Secrétariat
du Conseil
d'Adminis-
tration.

D'après les renseignements en ma possession, je pense pouvoir affirmer que le taux de l'annuité de renouvellement ne pourra être porté pour 1962 comme vous l'avez demandé au niveau de 9 % et que ce taux restera, pour cet exercice, fixé à 8 %.

Dans ces conditions, il me paraît souhaitable que les documents budgétaires pour l'exercice 1962, actuellement en cours d'élaboration, soient établis en faisant état du taux de 8 %.

Il est bien entendu que ce mode de présentation du budget 1962 de la S.N.C.F. ne signifierait aucunement que vous renoncez à voir relever le taux de l'annuité de renouvellement au niveau que vous estimez convenable, mais marquerait seulement que, prenant acte de la situation de fait, vous présentez votre budget conformément aux conditions dans lesquelles il sera effectivement appelé à s'exécuter.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous partagez cette manière de voir.

(s) MOURRE.